

# TRAVAUX DE RENOVATION D'UNE CUISINE COLLECTIVE RESIDENCE DUVANT

1 rue de Flandres

59300 Valenciennes

## MAITRE D'OUVRAGE



CENTRE HOSPITALIER  
DE VALENCIENNES

Centre Hospitalier de Valenciennes  
114 Avenue Desandrouin,  
59300 Valenciennes

**Lot n°0**

## NOTES PRÉLIMINAIRES A TOUS LES CORPS D'ETAT

### CCTP

#### MAITRE D'OEUVRE :

OCR  
68 Rue de Wambrechies Bâtiment B,  
59520 Marquette-lez-Lille  
Tél : 06.77.93.64.74  
Mél : matthieu@ocr-expertise.fr



#### ECONOMISTE DE LA CONSTRUCTION :

OP ECONOMISTE  
377 rue Jules Guesde - Les Miroirs du Lac  
59650 VILLENEUVE D'ASCQ  
Tél : 07 78 11 00 46  
Mél : contact@op-economiste.fr



Dossier	
Date	12/11/2025
Phase	DCE
Indice	1

## Sommaire

<b>OBJET DU MARCHE.....</b>	<b>5</b>
OBJET DU DOSSIER.....	5
EMPRISE TRAVAUX.....	5
PHASAGE.....	5
ALLOTISSEMENT.....	5
PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES.....	5
<b>PREAMBULE.....</b>	<b>6</b>
DEVOLUTION DES MARCHES.....	6
OUVRAGES A EXECUTER.....	6
OBSERVATIONS CONCERNANT LE CCTP.....	6
COTES DES DOCUMENTS GRAPHIQUES.....	6
OUVRAGES DECRITS.....	6
Ouvrages explicitement décrit.....	6
Ouvrages implicitement décrit.....	7
DECOMPOSITION DU PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE (DPGF).....	7
<b>PRISE EN COMPTE DES EXIGENCES THERMIQUE.....</b>	<b>7</b>
EXIGENCE PROJET.....	7
<b>PRISE EN COMPTE DES EXIGENCES ACOUSTIQUE .....</b>	<b>7</b>
<b>CERTIFICATIONS DU PROJET .....</b>	<b>7</b>
<b>CLASSEMENTS DU BATIMENT.....</b>	<b>7</b>
CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT.....	7
CLASSEMENT INCENDIE.....	7
ZONE NEIGE.....	7
ZONE VENT.....	7
ZONE SISMIQUE.....	7
<b>CONDITIONS D'EXECUTION.....</b>	<b>8</b>
<b>QUALITE ET MISE EN ŒUVRE DES MATERIAUX.....</b>	<b>8</b>
DEFINITION.....	8
Responsabilités :.....	8
Transport :.....	8
MATERIAUX TRADITIONNELS.....	8
Respect des règles de l'art :.....	8
MATERIAUX NOUVEAUX.....	8
Ouvrages non traditionnels :.....	8
MATERIAUX DE SUBSTITUTION.....	8
Liste des matériaux équivalents :.....	9
MATERIAUX DEFECTUEUX.....	9
Démolitions d'ouvrages:.....	9
ECHANTILLONS ET MAQUETTES.....	9
Présentation des échantillons :.....	9
REVISION ET ENTRETIEN DES OUVRAGES.....	9
Entretien des ouvrages avant réceptions :.....	9
DIMENSIONNEMENT DES MATERIAUX.....	9
Respect des dimensions :.....	9
<b>RECONNAISSANCE DES LIEUX.....</b>	<b>9</b>

<b>SECURITE ET CONTRAINTES SUR SITE.....</b>	<b>10</b>
HYGIENE, SECURITE, PROTECTION DE LA SANTE ET CONDITIONS DE TRAVAIL.....	10
Autorité et moyens du coordonnateur S.P.S. :.....	10
Obligation générales de l'entrepreneur :.....	10
Responsabilités vis-à-vis des ouvriers et des tiers :.....	10
Travaux soumis à coordination en matière SPS :.....	10
Etablissement en activité :.....	11
PLAN D'HYGIENE & DE SECURITE.....	11
SECURITE DES PERSONNES.....	11
Equipements individuels et communs :.....	11
SECURITE COLLECTIVE.....	12
Responsabilité collective :.....	12
NUISANCES.....	12
Contraintes diverses :.....	12
CIRCULATION SUR LE CHANTIER.....	12
Cheminement :.....	12
INCIDENCE COVID.....	12
<b>ESSAIS ET VERIFICATIONS.....</b>	<b>12</b>
<b>PROPRETE DU CHANTIER - NETTOYAGE EN VUE DE LA RECEPTION.....</b>	<b>13</b>
<b>COMPOSITION DES OFFRES DE PRIX.....</b>	<b>13</b>
<b>VARIANTES.....</b>	<b>13</b>
<b>PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (Option).....</b>	<b>13</b>
<b>TROUS et SCELLEMENTS.....</b>	<b>13</b>
DEFINITION.....	13
Règle générale :.....	13
PERCEMENTS DANS LES EXISTANTS.....	14
TREMIES.....	14
TROUS ET RESERVATIONS.....	14
Réservations, trous, scellements :.....	14
Dans porteurs et non-porteurs :.....	14
TROUS NON RESERVES.....	14
Trous et percements après coup :.....	14
FIXATIONS, TROUS, SCELLEMENTS ET CALFEUTREMENTS.....	15
Principe :.....	15
FOURREAUX.....	15
Fourreaux, Fourrures, etc. :.....	15
SCELLEMENTS ET RACCORDS DIVERS.....	15
Scellement et calfeutrement d'huisseries :.....	15
Raccords de revêtements :.....	16
<b>ACCESSIBILITE.....</b>	<b>16</b>
<b>ETUDES PREPARATOIRES.....</b>	<b>16</b>
ETUDES PREPARATOIRES.....	16
ETUDES PREPARATOIRES - MISES AU POINT DES PLANS.....	16
<b>DEFINITION DU TERME équivalent.....</b>	<b>16</b>
<b>GESTION DU COMPTE PRORATA - sans objet.....</b>	<b>17</b>
<b>DOCUMENTS A FOURNIR POUR CHAQUE LOTS.....</b>	<b>17</b>
PIECES A FOURNIR PAR LES SOUMISSIONNAIRES .....	17

PIECES A FOURNIR PAR L'ENTREPRENEUR.....	17
DOCUMENTS A FOURNIR APRES EXECUTION.....	17
<b>LIVRAISON DES OUVRAGES.....</b>	<b>17</b>
PROTECTION DES OUVRAGES PAR CHAQUE ENTREPRISE.....	17
RECEPTION DES SUPPORTS PAR CHAQUE ENTREPRISE.....	17
ENTRETIEN DES OUVRAGES.....	18
PRINCIPE DE RECEPTION DES TRAVAUX.....	18
<b>SOUS TRAITANCE.....</b>	<b>18</b>
<b>FRAIS DIVERS.....</b>	<b>18</b>
<b>ANNEXE : VISITE OBLIGATOIRE.....</b>	<b>19</b>

Code	Désignation
0.1	<b>OBJET DU MARCHÉ</b>
0.1.1	<p><b>OBJET DU DOSSIER</b></p> <p>L'opération est réalisée sous la direction du maître d'oeuvre OCR, et consiste en la rénovation d'une cuisine collective de l'EHPAD DUVANT à Valenciennes.</p> <p><b>Adresse : 1 rue des Flandres - 59300 Valenciennes.</b></p> <p>La cuisine actuelle n'est plus adaptée au besoin du site et doit être rénovée.                      Les équipements techniques de ventilation ( soufflage et extraction) ne sont plus fonctionnel. Également les équipements gaz ne sont plus utilisés.                      Il est prévu une rénovation complète de la zone cuisine et des locaux induits.                      Un désamiantage et déplombage sur l'emprise des travaux est par conséquent prévu.</p> <p>La nouvelle cuisine sera prévue pour fonctionner 7 jours sur 7, la cuisine produira ses repas en liaison chaude directe pour la création de 100 repas midi et 70 repas le soir.</p> <p>Travaux en milieu occupé.</p>
0.1.2	<p><b>EMPRISE TRAVAUX</b></p> <p>Selon plan de repérage phasage joint au dossier de consultation.</p>
0.1.3	<p><b>PHASAGE</b></p> <p>Il est prévu 2 tranches de travaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Tranche FERME : travaux de rénovation de la cuisine rez de chaussée et locaux annexes en sous sol.</li> <li>- Tranche CONDITIONNELLE : travaux de rénovation des groupes sanitaires sous sol.</li> </ul> <p>Pour la tranche FERME, Il est prévu de réalisé les travaux en 2 phases :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Phase 1 : Réalisation de la future zone plonge en lieu et place de l'espace personnel au rez de chaussée ;</li> <li>- Phase 2 : Travaux des autres zones de cuisines rez de chaussée et sous sol.</li> </ul>
0.1.4	<p><b>ALLOTISSEMENT</b></p> <p>Le présent CCTP se compose de 8 lots :</p> <p>Lot n°0 NOTES PRÉLIMINAIRES A TOUS LES CORPS D'ETAT                      Lot n°1 CURAGE - DÉSAMANTAGE                      Lot n°2 GO ETENDU                      Lot n°3 CLOISONS CUISINE                      Lot n°4 PEINTURE                      Lot n°5 ELECTRCITE                      Lot n°6 PLOMBERIE - CVC                      Lot n°7 CUISINE PROFESSIONNELLE</p>
0.1.5	<p><b>PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES</b></p> <p>Les travaux comprennent toutes les fournitures et mises en œuvre nécessaires à la parfaite et complète réalisation des travaux.                      Ils comprennent également tous les travaux prescrits et accessoires nécessaires à la parfaite finition des ouvrages.</p> <p>Le présent CCTP ne pouvant rentrer dans tous les détails, les travaux consécutifs aux erreurs ou omissions de celui-ci comme les autres pièces du marché devront être réalisées par l'entreprise sous sa responsabilité et sans majoration de prix.                      L'énumération des DTU et normes en tête de la description de chaque lot n'exclut pas l'application de l'ensemble des documents suivants :</p> <p><b>NORMES ET REGLEMENTS :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les fascicules techniques du Cahier des Clauses Techniques Générales CCTG</li> <li>- les Cahiers des Charges et Règles de Calculs DTU</li> <li>- les Cahiers des Clauses Spéciales CCS rattachés aux DTU et mémentos pour la conception publiés par le CSTB</li> <li>- les Règles et Recommandations Professionnelles relatives aux ouvrages</li> <li>- les avis techniques conformes aux CSTB</li> <li>- la classification UPEC</li> <li>- les normes françaises homologuées</li> <li>- les eurocodes</li> </ul> <p><b>REGLEMENTATIONS GENERALES :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Code de l'Urbanisme</li> <li>- Code de la Construction et de l'Habitation, en particulier dans la première partie législative et dans la deuxième partie réglementaire,                             <ul style="list-style-type: none"> <li>le livre 1er : dispositions générales</li> <li>titre 1er : construction des bâtiments</li> <li>titre II : sécurité et protection contre l'incendie</li> <li>titre III : chauffage et ravalement des immeubles</li> </ul> </li> <li>- Les normes AFNOR et U.T.E</li> <li>- Le règlement sanitaire départemental et toutes les règles spécifiques imposées par les concessionnaires locaux</li> <li>- Les règlements de sécurité incendie</li> </ul>

Code	Désignation
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les normes relatives aux installations gaz et aux équipements sous pression</li> <li>- Les normes relatives à la résistance sismique, si applicable</li> <li>- Les normes relatives à la protection contre les risques technologiques et naturels</li> <li>- Les réglementations thermiques et acoustiques</li> <li>- Les réglementations relatives aux personnes à mobilité réduite</li> <li>- Code du Travail et réglementations en matière de prévention des risques professionnels</li> </ul>
0.2	<b><u>PREAMBULE</u></b>
0.2.1	<b>DEVOLUTION DES MARCHES</b> <p>Le présent marché est traité à PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE :</p> <p>Celui-ci doit être déterminé conformément aux plans d'appel d'offres de la maîtrise d'œuvre et aux indications du présent document. L'entrepreneur ne pourra ignorer les prestations des autres corps d'état dont les travaux sont exécutés en liaison avec les siens. S'il estime qu'il y a dans le dossier de consultation des omissions, erreurs ou non conformités avec la réglementation en vigueur qui le conduisent à modifier ou à compléter les dispositions prévues dans ce dossier, il devra en tenir compte dans l'établissement de son prix. Cette modification s'accompagnerait d'une note explicative séparée et annexée à son offre.</p> <p>Enfin, il est précisé que l'entrepreneur ne pourra arguer d'un oubli de localisation du devis descriptif, pour prétendre à supplément sur le prix forfaitaire de son marché, si l'ouvrage concerné figure aux plans.</p>
0.2.2	<b>OUVRAGES A EXECUTER</b> <p>Les ouvrages à exécuter sont définis dans les pièces contractuelles. L'ordre de priorité des pièces est repris au CCAP.</p> <p>L'Entrepreneur reconnaît avoir pris connaissance de la totalité des documents constituant le marché et ne rien ignorer de l'ensemble des prestations, y compris celles des autres corps d'état.</p> <p>Une omission sur un plan ou une pièce écrite n'a en aucun cas pour effet de soustraire l'Entrepreneur à l'obligation d'exécuter l'intégralité des ouvrages, tels qu'ils sont définis dans les marchés et conformément aux règles de l'art.</p> <p>En cours d'exécution, l'Entrepreneur ne peut se prévaloir d'aucune erreur ou omission figurant dans les pièces du marché pour refuser l'exécution des ouvrages nécessaires à l'achèvement complet des ouvrages ou pour remettre en cause les conditions de délais ou de prix.</p> <p>En effet, toutes omissions, imprécisions et contradictions des plans, coupes, détails et pièces écrites définissant la prestation et les limites de prestations, telles que décrites dans la consultation, tant du lot de l'Entrepreneur que des autres lots, doivent être signalées à la remise de l'offre et au plus tard au moment de la signature du marché.</p> <p>En conséquence, l'Entrepreneur doit s'interdire de signer le marché sans avoir obtenu les clarifications nécessaires.</p>
0.2.3	<b>OBSERVATIONS CONCERNANT LE CCTP</b> <p>Le CCTP a pour but de renseigner l'entrepreneur sur la nature des travaux à exécuter. Les indications n'ont pas un caractère limitatif. Dans le cadre du marché forfaitaire arrêté, l'entrepreneur doit l'intégralité des travaux impératif à l'achèvement complet des ouvrages et au fonctionnement parfait des équipements sans exception, ni réserve, sont également indispensables, ceux satisfaisant aux exigences de la réglementation en vigueur, même si le CCTP ne les décrit pas ou si les indications (cotes ou autres) portées au CCTP ou aux documents graphiques doivent, pour atteindre ce résultat, présenter des modifications.</p> <p>Le CCTP et les documents graphiques se complètent réciproquement.</p> <p>L'entrepreneur devra donc réaliser les travaux indispensables à l'achèvement des ouvrages en accord avec le maître d'oeuvre. L'entrepreneur est tenu de d'informer par écrit la maîtrise d'œuvre, toutes difficultés d'interprétation ou toutes discordances éventuellement rencontrées entre le CCTP et les documents graphiques d'une part, entre ces mêmes documents et les prescriptions des règlements ou particularités des ouvrages à exécuter d'autre part (discordances pouvant nuire à leur parfaite réalisation).</p> <p>Les ouvrages pour lesquels certaines dispositions des documents graphiques et du CCTP pourraient soulever des divergences d'interprétations d'ordre technique ou architectural, seraient exécutés conformément aux décisions de la maîtrise d'œuvre sans entraîner de modifications du prix global forfaitaire du marché. Tout ouvrage propre aux documents graphiques et non décrit dans le présent CCTP est formellement dû et vice-versa. L'entrepreneur a pour obligation d'étudier et de lire, dans son intégralité, le CCTP et l'ensemble des documents du dossier.</p>
0.2.4	<b>COTES DES DOCUMENTS GRAPHIQUES</b> <p>Vérification des cotes :</p> <p>Pour l'exécution des travaux, aucune mesure ne devra être prise à l'échelle métrique sur les documents. Avant tout début d'exécution, l'entrepreneur sera tenu de vérifier toutes les cotes portées sur les plans et de s'assurer de leurs concordances entre les différents niveaux et le CCTP, de se garantir sur place de la possibilité de respecter les cotes données et de signaler à la maîtrise d'œuvre, erreurs ou omissions qui pourraient être constatées.</p> <p>De la même façon, il signalera les dispositions qui ne lui paraîtraient pas en rapport avec la solidité, la conservation ou l'usage auquel les ouvrages sont destinés. S'il y a lieu, la maîtrise d'œuvre examinera les mises au point ou rectifications nécessaires. L'entrepreneur ne pourra, en aucun cas, modifier de son propre gré, le projet. Les dimensionnements portés sur les documents graphiques ne devront être changés sans l'accord de la maîtrise d'œuvre que cette modification soit nécessitée par une erreur de dimensionnement primitif, une mise au point ultérieure ou par une variante proposée par l'entrepreneur.</p>
0.2.5	<b>OUVRAGES DECRITS</b>
0.2.5.1	<b>Ouvrages explicitement décrit</b> <p>Le CCTP définit l'essentiel des ouvrages à exécuter par l'entrepreneur. Même non décrits, tous les détails de construction et ouvrages complémentaires nécessaires à la finition des ouvrages sont dus par l'entrepreneur et font partie intégrale du prix global.</p>

Code	Désignation
0.2.5.2	<p><b>Ouvrages implicitement décrit</b></p> <p>Le CCTP de chacun des lots définit les ouvrages et les prestations dus par l'entrepreneur dans le cadre du lot considéré. La mention "fourniture et mise en œuvre de ..." et la mention "dû au titre du présent lot" seront implicitement sous-entendue en l'absence de toute mention contraire. L'entrepreneur doit à sa charge et à ses frais tous les ouvrages et prestations nécessaires au complet achèvement de l'ouvrage.</p>
0.2.6	<p><b>DECOMPOSITION DU PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE (DPGF)</b></p> <p>Un cadre de bordereau sera joint au dossier d'appel d'offres et servira de guide à la remise de prix des entrepreneurs. Ce cadre de bordereau énumère les diverses unités d'œuvre employées dans la construction. L'entreprise est tenue de mettre ses propres quantités en suivant scrupuleusement ce cadre. Il est rappelé que ce document n'est pas contractuel.</p>
0.3	<p><b><u>PRISE EN COMPTE DES EXIGENCES THERMIQUE</u></b></p>
0.3.1	<p><b>EXIGENCE PROJET</b></p> <p>Projet de rénovation : réglementation élément par élément              -&gt; Arrêté du 22 mars 2017 modifiant l'Arrêté du 3 mai 2007 relatif aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétique des bâtiments existants (nouvelles résistances thermiques applicables à partir du 1er janvier 2023).</p>
0.4	<p><b><u>PRISE EN COMPTE DES EXIGENCES ACOUSTIQUE</u></b></p> <p>Sans objet.</p>
0.5	<p><b><u>CERTIFICATIONS DU PROJET</u></b></p> <p>Aucune certification retenue.</p>
0.6	<p><b><u>CLASSEMENTS DU BATIMENT</u></b></p>
0.6.1	<p><b>CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT</b></p> <p>Le projet relève des disposition réglementaires de l'habitation.</p> <p>Bâtiment anciennement classé J mais déclassé depuis.</p> <p>La structure périphérique de la cuisine sera CF2h.</p>
0.6.2	<p><b>CLASSEMENT INCENDIE</b></p> <p>Information Maître d'ouvrage : pas de classement d'établissement.</p>
0.6.3	<p><b>ZONE NEIGE</b></p> <p>Les hypothèses de contraintes climatiques doivent être prises suivant les modifications de charges de vent et de neige selon l'eurocode 1.</p> <p>Zone A1</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Charge normale 35daN/m²</li> <li>- Charge extrême 60 daN/m²</li> </ul>
0.6.4	<p><b>ZONE VENT</b></p> <p>Les hypothèses de contraintes climatiques doivent être prises suivant les modifications de charges de vent et de neige selon l'eurocode 1.</p> <p>Zone 2</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pression normale 30 daN/m²</li> <li>- Pression extrême 105 daN/m²</li> </ul>
0.6.5	<p><b>ZONE SISMIQUE</b></p> <p>Vu l'article D.563-8-1 du code de l'environnement en vigueur depuis le 1er mai 2011 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français.</p> <p>Zone 3</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sismicité modéré</li> </ul>

Code	Désignation
0.7	<p><b>CONDITIONS D'EXECUTION</b></p> <p>L'entrepreneur devra procéder à la vérification des côtes de tous les plans et dessins qui lui seront remis. Il signalera en temps utile à l'Architecte les erreurs ou omissions qu'il aurait éventuellement relevées.</p> <p>Le BET de l'entreprise assurera la cotation définitive et en sera responsable, sous réserve de l'accord de l'Architecte.</p>
0.8	<p><b>QUALITE ET MISE EN ŒUVRE DES MATERIAUX</b></p>
0.8.1	<p><b>DEFINITION</b></p>
0.8.1.1	<p><b>Responsabilités :</b></p>
0.8.1.1.1	<p><b>* Responsabilité de l'entrepreneur :</b></p> <p>La fourniture des matériaux et leur mise en œuvre étant l'essence même de la profession d'Entrepreneur, ce dernier en est seul responsable vis-à-vis du maître d'ouvrage, et est seul tenu responsable des désordres pouvant résulter de l'une ou l'autre cause ou de leur réunion, sans pouvoir se décharger au préjudice du maître d'ouvrage de tout ou partie de cette responsabilité.</p> <p>Si la maîtrise d'œuvre imposait, soit lors de la signature du marché, soit au cours des travaux, l'emploi d'articles ou objets de fabrication spéciale au sujet desquels l'Entrepreneur aurait formulé des réserves écrites et motivées, la responsabilité de celui-ci ne pourrait porter que sur la mise en œuvre, à l'exclusion des conséquences directes ou indirectes de l'emploi dont il s'agit.</p>
0.8.1.1.2	<p><b>* Responsabilité des dégâts :</b></p> <p>Chaque entrepreneur est tenu de protéger ses ouvrages.</p> <p>Tous les frais entraînés par la suite de dégradations ou détournements seront supportés intégralement par l'entrepreneur défaillant.</p> <p>Tous les éléments utilisés pour la construction, installation ou équipement quelconque (sauf fers à béton, métaux non ferreux ou métallisés) seront livrés sur chantier, revêtus, après nettoyage et brossage, sur toutes leurs parties (également celles destinées à être scellées, cachées ou inaccessibles après la pose), au minimum d'une couche de peinture ou de produit approprié qui constituera une protection efficace et durable contre l'humidité et l'oxydation.</p> <p>La peinture ou le produit employé devra être compatible avec la peinture éventuelle définitive et être préalablement soumis à l'agrément de la maîtrise d'œuvre. En cas d'absence d'agrément, de protection insuffisante, de détérioration à l'exécution de la peinture définitive, ou de non conformité, la maîtrise d'œuvre pourra sans supplément de prix, imposer l'exécution d'une couche supplémentaire ou une reprise complète. Les matériaux de protection utilisés seront retirés et évacués par les soins de l'entrepreneur, selon les besoins et au plus tard en fin de chantier.</p>
0.8.1.2	<p><b>Transport :</b></p>
0.8.1.2.1	<p><b>* Transport à pied d'œuvre :</b></p> <p>L'Entrepreneur doit le transport à pied d'œuvre et le stockage sur chantier de tous les matériaux et matériels nécessaires à la réalisation des travaux de son corps d'état et ce quelle que soit la distance. Le transport à pied d'œuvre comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- toutes manutentions, appareils de levage, coltinages nécessaires,</li> <li>- tous emballages, protections et autres,</li> <li>- toutes installations en cours de transport, de chargement et de déchargement.</li> </ul> <p>Les matériaux approvisionnés ne peuvent être retirés pour être employés sur un autre chantier. Les matériaux refusés par la maîtrise d'œuvre doivent être mis de côté et signalés de façon apparente en attendant leur enlèvement du chantier. Les approvisionnements sont réalisés uniquement suivant les plages horaires à définir avec la maîtrise d'œuvre pour la sécurité du public.</p>
0.8.2	<p><b>MATERIAUX TRADITIONNELS</b></p>
0.8.2.1	<p><b>Respect des règles de l'art :</b></p>
0.8.2.1.1	<p><b>* Respect des normes :</b></p> <p>Les fournitures et ouvrages seront fixés et exécutés conformément aux règles de l'Art en respectant les prescriptions des normes AFNOR, cahiers et règles de calcul DTU.</p>
0.8.3	<p><b>MATERIAUX NOUVEAUX</b></p>
0.8.3.1	<p><b>Ouvrages non traditionnels :</b></p>
0.8.3.1.1	<p><b>* Avis techniques :</b></p> <p>Les ouvrages de nature non traditionnelle ou faisant appel à des techniques ou matériaux nouveaux, proposés par les entrepreneurs, devront faire l'objet d'un avis technique de la commission spécialisée ou avoir bénéficié d'une enquête particulière d'un organisme agréé.</p> <p>La fourniture et la mise en œuvre devront être conformes à cet avis et tenir compte des observations ou réserves formulées par la commission.</p> <p>Les matériaux ou procédés n'ayant pas fait l'objet d'avis technique, les entrepreneurs doivent fournir, à la maîtrise d'œuvre, une documentation technique complète et détaillée, un accord du bureau de contrôle confirmé par une attestation de prise en charge par les assurances. Dans les deux cas, la maîtrise d'œuvre se réserve le droit de refuser les procédés ou matériaux proposés.</p>
0.8.4	<p><b>MATERIAUX DE SUBSTITUTION</b></p>



Code	Désignation
0.8.4.1	<b>Liste des matériaux équivalents :</b>
0.8.4.1.1	<p><b>* Liste des matériaux de substitution :</b></p> <p>Les entrepreneurs ont la possibilité de proposer à la maîtrise d'œuvre des matériaux d'aspect, de dimensions et de qualités au moins équivalentes à ceux énoncés dans le CCTP. Une liste de matériaux proposés doit être jointe à la proposition du soumissionnaire. Tout entrepreneur s'engage auprès de la maîtrise d'œuvre, à proposer, en cas de nécessité, le remplacement des matériaux prévus, soit aux différentes pièces constituant ses engagements, soit aux ordres donnés par la maîtrise d'œuvre et à faire son affaire personnelle de la fourniture de ces matériaux de remplacement.</p>
0.8.5	<b>MATERIAUX DEFECTUEUX</b>
0.8.5.1	<b>Démolitions d'ouvrages:</b>
0.8.5.1.1	<p><b>* Démolition d'ouvrages défectueux :</b></p> <p>Tous matériaux défectueux et/ou dont la mise en œuvre ne sont pas satisfaisants pourront être refusés par la maîtrise d'œuvre. L'entrepreneur s'engage à les retirer ou les démolir à ses frais dans les délais prescrits. Si ces délais ne sont pas respectés, l'ouvrage présentant des défauts sera détruit aux frais, risques et périls de l'entrepreneur. La maîtrise d'œuvre peut conserver les matériaux ou/et les ouvrages défectueux, mais il restera seul juge de la moins-value à effectuer sur ceux-ci.</p>
0.8.6	<b>ECHANTILLONS ET MAQUETTES</b>
0.8.6.1	<b>Présentation des échantillons :</b>
0.8.6.1.1	<p><b>* Présentation des échantillons :</b></p> <p>Dès l'ouverture du chantier, l'Entrepreneur doit présenter à la maîtrise d'oeuvre, un échantillon ou une maquette des différents matériaux ou ensemble des différents matériaux décrits dans les devis descriptifs dont il prévoit l'emploi dans un délai de deux semaines maximum après l'ouverture du chantier. Ces échantillons doivent, à la demande du maître d'œuvre, être conservés dans le bureau de chantier durant l'exécution des travaux, de manière à servir de référence. La présentation de ces différents échantillons est faite en accord avec le maître d'œuvre. Tous les frais relatifs à cette présentation font partie intégrante du Prix Globale et Forfaitaire. L'Entrepreneur reste propriétaire de ces échantillons et il en assure la reprise après la réception des travaux</p>
0.8.7	<b>REVISION ET ENTRETIEN DES OUVRAGES</b>
0.8.7.1	<b>Entretien des ouvrages avant réceptions :</b>
0.8.7.1.1	<p><b>* Entretien des ouvrages :</b></p> <p>En fin de chantier, l'entrepreneur procédera à la révision complète de ses ouvrages et exécutera tous les travaux nécessaires afin que ceux-ci soient livrés en parfait état de fonctionnement, de finition et de propreté. L'entrepreneur donnera à ses ouvrages les jeux nécessaires pour en assurer le bon fonctionnement, jusqu'à réception et chaque fois que cela s'imposera. Durant la période de garantie contractuelle, l'entrepreneur devra procéder à l'entretien de ses ouvrages, donner les jeux nécessaires et assurer le remplacement de tout ou partie d'ouvrage jugé défectueux.</p> <p>Tous les frais de raccords, de réfection de remise en peinture et de nettoyage suite à la révision, l'entretien, la remise en état ou le remplacement de tout ou partie d'ouvrage sera également à la charge de l'entrepreneur, y compris durant la période de garantie contractuelle.</p>
0.8.8	<b>DIMENSIONNEMENT DES MATERIAUX</b>
0.8.8.1	<b>Respect des dimensions :</b>
0.8.8.1.1	<p><b>* Conformité des dimensions :</b></p> <p>Les dimensions et dispositions des matériaux et ouvrages doivent être conformes aux stipulations des pièces du marché. Les entrepreneurs s'engagent à faire démolir et remplacer, à leurs frais, tous ouvrages exécutés sans ordre et ne répondant pas aux dites stipulations. Il assure seul la responsabilité qui pourrait découler de ses erreurs ou de la non vérifications des plans (notamment cotes).</p>
0.9	<p><b><u>RECONNAISSANCE DES LIEUX</u></b></p> <p>L'entrepreneur est tenu de visiter les lieux faisant l'objet du présent appel d'offre. Il ne pourra prétendre à des plus-values du fait de la méconnaissance des lieux.</p> <p>L'entrepreneur reconnaît s'être parfaitement rendu compte sur place des difficultés de service, d'approvisionnement...</p> <p>L'entrepreneur doit vérifier, avant de commencer ses travaux, qu'il n'est pas susceptible de causer un préjudice à un tiers (abus de droit, transgression de servitude, etc...).</p> <p><b>VISITE OBLIGATOIRE (attestation de visite en annexe).</b></p> <p>Il devra toutes les protections nécessaires et devra réparations intégrales de tous les dommages, le cas échéant.</p> <p>Il ne pourra en aucun cas prétendre ne pas avoir eu connaissance des problèmes de mise en œuvre.</p> <p>Rappel des règles de l'art : " Qui pose, accepte le support ". Toutes les observations devront être faites aux réunions de chantier ou par lettre recommandée au Maître d'œuvre, avant toute pose.</p>

Code	Désignation
0.10	<b>SECURITE ET CONTRAINTES SUR SITE</b>
0.10.1	<b>HYGIENE, SECURITE, PROTECTION DE LA SANTE ET CONDITIONS DE TRAVAIL</b>
0.10.1.1	<b>Autorité et moyens du coordonnateur S.P.S. :</b>
0.10.1.1.1	<p><b>* Autorité du coordonnateur S.P.S. :</b></p> <p>Le coordonnateur S.P.S. doit informer le maître d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entrepreneurs, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.</p> <p>En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.</p>
0.10.1.1.2	<p><b>* Moyens donnés au coordonnateur S.P.S. :</b></p> <p>Le coordonnateur S.P.S. a libre accès au chantier. L'entrepreneur communique directement au coordonnateur S.P.S. :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs.</li> <li>- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier.</li> <li>- Dans les 5 jours qui suivent la notification du marché, les effectifs prévisionnels affectés au chantier.</li> <li>- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quelque soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats.</li> <li>- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur.</li> <li>- La copie des déclarations d'accident du travail.</li> </ul> <p>L'entrepreneur s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S. et les intervenants, définies dans le document visé à l'article 1.5 du présent C.C.A.P.</p> <p>L'entrepreneur informe le coordonnateur S.P.S.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- De toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entrepreneurs et lui indique leur objet,</li> <li>- De ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement.</li> </ul> <p>L'entrepreneur donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S. Tout différend entre l'entrepreneur et le coordonnateur S.P.S. est soumis au maître d'ouvrage.</p> <p>A la demande du coordonnateur S.P.S. l'entrepreneur vise toutes les observations consignées dans le registre journal.</p> <p>L'entrepreneur s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.</p>
0.10.1.2	<b>Obligation générales de l'entrepreneur :</b>
0.10.1.2.1	<p><b>* Pour chaque entrepreneur :</b></p> <p>Chaque entrepreneur, pour ce qui le concerne, est tenu de prendre ou de faire prendre toutes dispositions afin d'assurer la sécurité du chantier, l'hygiène, la santé et la sécurité des travailleurs et la sécurité publique, en répondant à toutes les obligations mises à sa charge par les textes réglementaires en vigueur.</p>
0.10.1.2.2	<p><b>* Spécialement. :</b></p> <p>Spécialement, l'entrepreneur doit procéder aux épreuves et vérifications réglementaires du matériel qu'il utilise sur le chantier tels que les échafaudages garde-corps ou filets, engins de levage, installations électriques, etc., ou charger de ces vérifications, sous sa responsabilité, une personne ou un organisme compétent.</p>
0.10.1.3	<b>Responsabilités vis-à-vis des ouvriers et des tiers :</b>
0.10.1.3.1	<p><b>* Chaque entrepreneur doit exercer une surveillance continue :</b></p> <p>Chaque entrepreneur, pour ce qui le concerne, doit exercer une surveillance continue sur le chantier à l'effet d'éviter tous accidents aux ouvriers travaillant sur ledit chantier, à quelque corps d'état qu'ils soient rattachés, ainsi qu'aux personnes employées à un titre quelconque sur le chantier.</p>
0.10.1.3.2	<p><b>* Chaque entrepreneur est responsable de tous les accidents :</b></p> <p>Chaque entrepreneur est responsable de tous les accidents ou dommages qu'une faute dans l'exécution de ses travaux ou le fait de ses agents ou ouvriers peuvent causer à toutes personnes. Il s'engage à éventuellement garantir le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre de tout recours qui pourrait être exercé contre eux du fait de l'inobservation par lui de l'une quelconque de ses obligations. Les dispositifs de sécurité mis en place par une entreprise ne peuvent être déplacés ou enlevés sans son accord exprès.</p>
0.10.1.4	<b>Travaux soumis à coordination en matière SPS :</b>
0.10.1.4.1	<p><b>* Objet du marché :</b></p> <p>- Objet du marché. Le marché peut avoir pour objet, selon les indications fixées au CCAP :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) soit une opération de première catégorie soumise à déclaration préalable, à PGC SPS et à Collège Interentreprises de Sécurité de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT) ;</li> <li>b) soit une opération de deuxième catégorie soumise à déclaration préalable, à PGC SPS ;</li> <li>c) soit une opération de troisième catégorie pour les autres opérations au sens de l'article R 238-8 du Code du Travail.</li> </ul>

Code	Désignation
0.10.1.4.2	<p><b>* Documents joints au marché :</b></p> <p>- Documents joints au marché. Lorsque le chantier est soumis aux dispositions de la Loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, est (sont) joint(s) au présent contrat :</p> <p>a) le projet de règlement du CISSCT ;</p> <p>b) le PGC en matière de sécurité et de protection de la santé.</p> <p>c) si les travaux, objet du présent marché, portent sur un ouvrage ayant donné lieu à l'établissement d'un DIUO, ce dernier est fourni à l'entrepreneur par le maître de l'ouvrage.</p> <p>En cas de sous-traitance, le projet de règlement ou le règlement le cas échéant du CISSCT, le PGC SPS et, le cas échéant, le DIUO est (sont) remis à chacun des sous-traitants par l'entrepreneur principal.</p>
0.10.1.4.3	<p><b>* Collège interentreprises de sécurité et de santé et des conditions de travail :</b></p> <p>L'entrepreneur est tenu, sauf dérogation réglementaire, de participer aux réunions du CISSCT qui sera constitué par le maître de l'ouvrage au plus tard 21 jours avant le début des travaux. L'entrepreneur qui envisage de sous-traiter est tenu d'informer chacun des sous-traitants que l'opération est soumise à la constitution d'un CISSCT, et qu'en conséquence ils seront tenus de participer aux réunions de ce Collège.</p>
0.10.1.4.4	<p><b>* Voirie et réseaux divers (VRD) :</b></p> <p>Préalables à la réalisation du chantier. Les travaux concernant les VRD seront réalisés à la charge du maître de l'ouvrage préalablement à l'ouverture du chantier. Au plus tard, ils seront exécutés pendant la période de préparation. Ces travaux concernent la desserte du chantier et celle des cantonnements. Application des dispositions des articles L 235-16, R 238-40 à R 238-45 du Code du Travail. Les opérations visées sont celles dont le montant est supérieur à huit cent mille euros.</p>
0.10.1.4.5	<p><b>* Responsabilité de l'entrepreneur :</b></p> <p>La nature et l'étendue des responsabilités qui incombent à l'entrepreneur ou à ses sous-traitants éventuels en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière SPS désigné dans les documents du marché sous le nom de coordonnateur SPS.</p>
0.10.1.4.6	<p><b>* Danger grave et imminent :</b></p> <p>Lorsque le contrat de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé le prévoit, le coordonnateur SPS peut arrêter tout ou partie du chantier lorsqu'il constate lors de ses visites sur le chantier un danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs. Cette disposition du contrat est portée, le cas échéant, à la connaissance des entreprises.</p>
0.10.1.4.7	<p><b>* Obligations de l'entrepreneur en matière de coordination, sécurité et protection de la santé :</b></p> <p>L'entrepreneur s'engage à respecter l'ensemble des mesures qui sont définies dans le Plan Général de Coordination.</p> <p>- L'entrepreneur laisse libre accès au chantier au coordonnateur SPS. L'entrepreneur communique directement au coordonnateur SPS :</p> <p>a) le PPSPS et ses mises à jour ;</p> <p>b) tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé nécessaires sur le chantier ;</p> <p>c) la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;</p> <p>d) dans les cinq jours qui suivent la signature du contrat, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;</p> <p>e) dans les cinq jours qui suivent la décision de constitution du CISSCT, les noms des représentants au sein de ce collège ;</p> <p>f) les noms et coordonnées de l'ensemble de ses sous-traitants quel que soit leur rang ;</p> <p>g) les informations et les documents nécessaires à la constitution du DIUO.</p> <p>- L'entrepreneur s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants.</p> <p>- L'entrepreneur informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions ayant une incidence sur la sécurité et la protection de la santé qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indiquent leur objet.</p> <p>- L'entrepreneur donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses travaux, aux avis, observations ou mesures proposées de coordination en matière de sécurité ou de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS, ou adopte des mesures d'une efficacité au moins équivalente.</p> <p>- Tout différend entre l'entrepreneur et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage.</p> <p>L'entrepreneur vise toutes les observations qui le concernent consignées dans le registre-journal.</p>
0.10.1.4.8	<p><b>* Obligations de l'entrepreneur vis à vis de ses sous-traitants :</b></p> <p>L'entrepreneur s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la Loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.</p>
0.10.1.5	<p><b>Etablissement en activité :</b></p>
0.10.1.5.1	<p><b>* Travaux effectués dans un établissement en activité :</b></p> <p>Lorsque le chantier n'est pas clos et indépendant et que les travaux, objet du marché, sont effectués dans un établissement en activité, ils sont soumis aux dispositions du décret 92/158 du 20 février 1992.</p>
0.10.2	<p><b>PLAN D'HYGIENE &amp; DE SECURITE</b></p> <p>Selon Plan de Prévention du maître d'ouvrage.</p>
0.10.3	<p><b>SECURITE DES PERSONNES</b></p>
0.10.3.1	<p><b>Equipements individuels et communs :</b></p>
0.10.3.1.1	<p><b>* Casques et garde-corps de chantier :</b></p> <p>L'entrepreneur de gros-œuvre est tenu d'assurer la sécurité des personnes en visite sur le chantier. Il devra fournir en quantité suffisante les casques de chantier et prévoir toutes les protections nécessaires pour éviter tout accident sur ces personnes lors de leurs déplacements sur le chantier.</p>

Code	Désignation
0.10.4	<b>SECURITE COLLECTIVE</b>
0.10.4.1	<b>Responsabilité collective :</b>
0.10.4.1.1	<p><b>* Responsabilité collective :</b></p> <p>Conformément au décret du 8 Janvier 1965 concernant la sécurité des personnes (clôture complète du chantier), toutes les mesures de sécurité nécessaires à la protection des personnes extérieures à la réalisation du chantier (passants, visiteurs, etc) ainsi que toutes personnes participant aux travaux devront être prévues à la charge de l'entrepreneur. Bien que la responsabilité de la maîtrise d'œuvre ne puisse en aucun être mise en cause à ce titre, l'entrepreneur ne pourra refuser de compléter ou d'améliorer les mesures de protection déjà prises si elles sont jugées insuffisantes.</p>
0.10.5	<b>NUISANCES</b>
0.10.5.1	<b>Contraintes diverses :</b>
0.10.5.1.1	<p><b>* Nuisance pour voisinage :</b></p> <p>L'ouvrage étant situé dans un périmètre sensible, les entreprises devront tenir compte des horaires de présence et éviter l'utilisation d'engins bruyants ou nocifs. L'emploi de scies diamantées ou des interventions durant les week-end et jours fériés seront nécessaires à la bonne entente avec les utilisateurs.</p>
0.10.6	<b>CIRCULATION SUR LE CHANTIER</b>
0.10.6.1	<b>Cheminement :</b>
0.10.6.1.1	<p><b>* Circulation sur le chantier :</b></p> <p>L'entrepreneur de gros-œuvre devra prévoir toutes les passerelles, escaliers provisoires, échafaudages, ascenseurs de chantier pour assurer une libre circulation sur le chantier. Tous ces équipements auront nécessairement des protections et garde-corps. L'entretien et le déplacement de ces ouvrages seront à la charge et sous la responsabilité du lot gros-œuvre.</p>
0.10.7	<b>INCIDENCE COVID</b>
	<p>Selon guide de préconisations de l'OPPBTP.</p>
0.11	<p><b><u>ESSAIS ET VERIFICATIONS</u></b></p> <p>En vue du contrôle de la qualité des matériaux, tous les essais " obligatoires " visés aux cahiers des charges du CSTB ainsi que les essais imposés dans le cours des CCTP et des contrôles et essais demandés par le bureau de contrôle technique, sont dus par les entrepreneurs.</p> <p>A ce titre, les entrepreneurs doivent tous les échantillons nécessaires.</p> <p>Les entrepreneurs soumettront les échantillons de matériaux ou objets fabriqués prescrits dans le présent document ou nécessaires à la bonne exécution des ouvrages dans le mois qui suit la délivrance de l'ordre de service.</p> <p>Les échantillons et matériaux devront avoir reçu l'accord des Maître d'ouvrage, Maître d'Œuvre et Bureau de Contrôle. La présentation, par l'entreprise, des échantillons et des matériaux mis en œuvre seront complétés par la production des procès verbaux d'essais et avis techniques y compris essais au feu et essais acoustiques.</p> <p>D'autre part, les entreprises devront obligatoirement procéder à leurs frais, aux essais et vérifications de fonctionnement en vue de prévenir les aléas techniques découlant d'un mauvais fonctionnement des installations.</p> <p>Ces essais sont repris dans les attestations de fonctionnement (anciens essais Coprec) de l'agence qualité construction concerneront :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'installation électrique ;</li> <li>- l'installation électrique des services généraux ;</li> <li>- les évacuations intérieures au bâtiment ;</li> <li>- les réseaux d'eaux intérieures aux bâtiments ;</li> <li>- les portiers électroniques ;</li> <li>- les évacuations extérieures au bâtiment ;</li> <li>- la ventilation mécanique contrôlée simple flux.</li> </ul> <p>Chaque attestation est autonome et précise : : <a href="http://www.qualiteconstruction.com/">http://www.qualiteconstruction.com/</a></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- à qui s'adressent ces attestations ;</li> <li>- l'objectif et la nature des essais de fonctionnement ;</li> <li>- le mode d'emploi et l'enregistrement des essais ;</li> <li>- des pré-requis aux essais, leur planification et le lieu où ils doivent être réalisés ;</li> <li>- des équipements sur lesquels portent ces essais ;</li> <li>- les appareils de mesure nécessaires ;</li> <li>- la description des essais.</li> </ul> <p>Les résultats de leurs essais et vérifications seront transcrits sur des procès-verbaux conformes aux modèles des attestations de fonctionnement et transmis aux Maîtres d'Ouvrage et d'Œuvre et au Contrôleur Technique pour avis.</p> <p>Ces essais et vérifications seront complétés par des PV à l'issue de la première saison de fonctionnement des installations de chauffage et de ventilation.</p> <p>L'exécution des essais et vérifications repris ci-dessus ne dispense pas l'entreprise d'effectuer les autres essais et vérifications que leur incombent la réglementation en vigueur et les clauses du marché.</p>

Code	Désignation
0.12	<p><b><u>PROPRETE DU CHANTIER - NETTOYAGE EN VUE DE LA RECEPTION</u></b></p> <p>Chaque fin de journée, au moins, sera fait l'enlèvement des gravats et de tous les débris provenant des travaux par chaque LOT.              En cas de non-respect du nettoyage de chantier, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Oeuvre pourra demander sans préavis l'intervention d'une entreprise spécialisée pour parer à cette carence. Le coût sera imputé à l'entreprise défaillante.              Aucun stockage de gravats n'est autorisé, ni en intérieur ni en extérieur,              Le Maître d'ouvrage pourra décider, sans devoir avertir l'entreprise au préalable, du débarras des gravats par une entreprise spécialisée et à la charge exclusive de l'entreprise du lot défaillant              Les entreprises procéderont au nettoyage des locaux et appareils concernés par leur intervention. Ces locaux devront être nettoyés et rendus dans un état parfait de propreté et sans tâche.              Le nettoyage en vue de la livraison du chantier, en intérieurs, sera à la charge du lot Peinture.              Le débarras et nettoyage final extérieur, sera à la charge du lot GO.</p>
0.13	<p><b><u>COMPOSITION DES OFFRES DE PRIX</u></b></p> <p>L'entrepreneur doit dans le cadre de son prix forfaitaire contractuel, tous les travaux accessoires suivant les règles de l'art du bâtiment, la réglementation en vigueur en matière de sécurité incendie, d'électricité, de gaz, de telle sorte que les ouvrages terminés remplissent parfaitement leur destination tant sur le plan technique que sur le plan mathématique.              Les Plans d'Exécution des Ouvrages (PEO) n'étant pas confiés à l'ingénierie, ceux-ci seront à la charge de chaque entreprise.</p>
0.14	<p><b><u>VARIANTES</u></b></p> <p>Les marques et matériaux indiqués dans le présent CCTP ne sont pas imposés.              Toutefois, les plans et le présent CCTP serviront de base à la prestation demandée.              Toutefois et afin de présenter une juste concurrence, les entreprises devront répondre sur le projet de base. En conséquence, l'entreprise devra obligatoirement répondre en solution de base avec les produits industriels mentionnés dans le présent CCTP.</p> <p>Les entrepreneurs pourront sur feuillets annexes chiffrer toutes les propositions qu'ils jugeront intéressantes. Les variantes seront prises en considération que dans la mesure où l'entreprise aura présenté une proposition conforme au CCTP et qu'elles offrent un rapport qualité supérieur à celle de la proposition de base.</p> <p>Si dans l'étude de leurs offres, les entrepreneurs jugeaient possible de réaliser des économies sans nuire ni à la solidité des ouvrages, ni à la sécurité, ni au bon fonctionnement, l'esthétique de l'ensemble de la réalisation et sans enfreindre à la réglementation, ni changer le programme établi, le Maître d'Ouvrage et l'Architecte accepteront toujours avec un vif intérêt les suggestions qui pourraient lui être proposées.</p>
0.15	<p><b><u>PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (Option)</u></b></p> <p>Les prestations supplémentaires éventuelles décrites au dossier sont à chiffrer à part, l'entrepreneur exprimera clairement la plus ou moins-values en remplacement ou non de la prestation décrite en base.</p>
0.16	<p><b><u>TROUS et SCHELLEMENTS</u></b></p>
0.16.1	<p><b><u>DEFINITION</u></b></p>
0.16.1.1	<p><b>Règle générale :</b></p>
0.16.1.1.1	<p><b>* Les travaux de l'entreprise de GROS-ŒUVRE comprennent :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les réservations et incorporation dans les ouvrages à construire.</li> <li>- Les gros percements dans les murs et planchers existants.</li> <li>- L'ouverture et le rebouchement des trémies de gaines BA.</li> <li>- La révision des parois des gaines techniques BA.</li> <li>- Le cas échéant, La préparation des feuillures pour les remplacements des menuiseries extérieures.</li> <li>- Le cas échéant, les scellements et calfeutrements des huisseries des blocs portes intérieurs.</li> <li>- Les raccords sur les saignées et encastrements divers.</li> <li>- La révision des gaines techniques.</li> </ul>
0.16.1.1.2	<p><b>Les travaux de l'entreprise de ETANCHEITE comprennent :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les réservations et incorporation dans les ouvrages à construire.</li> <li>- Les gros percements dans les étanchéité.</li> <li>- L'ouverture et le rebouchement des trémies et pénétrations.</li> <li>- La préparation des tableaux pour la pose des menuiseries extérieures.</li> </ul>
0.16.1.1.3	<p><b>* Les travaux des CORPS D'ETAT comprennent pour leurs ouvrages :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les indications des réservations qui leurs sont nécessaires. Les fourreaux et pièces à noyer dans la maçonnerie.</li> <li>- Les petits percements dans les existants et dans les cloisons Les saignées pour les encastrements et leurs rebouchements.</li> <li>- Les fixations mécaniques de leurs ouvrages par vis sur trous chevillés Les scellements et calfeutrements de leurs ouvrages</li> <li>- Les raccords de finition.</li> </ul>

Code	Désignation
0.16.2	<b>PERCEMENTS DANS LES EXISTANTS</b>
0.16.2.1	<p><b>* Gros percements dans les existants :</b></p> <p>L'entreprise de GROS ŒUVRE réalise les ouvertures de trémies, des baies et carottage dans les existants ainsi que les gros percements de murs et planchers de plus de 125mm.</p> <p>Les entreprises des CORPS D'ETAT ont à leur charge la fourniture et pose des fourreaux, les scellements et rebouchements ainsi que les percements de 0 inférieur à 125 mm.</p>
0.16.3	<b>TREMIES</b>
0.16.3.1	<p><b>* Trémies et parois des gaines techniques :</b></p> <p>L'entreprise de Gros-Oeuvre réalise les ouvertures de trémies dans les planchers béton armé, y compris les enchevêtrures nécessaires. Dans ce cas, pour les trémies comportant plusieurs conduits et canalisations, l'entreprise de Gros-Oeuvre réalise une dalle de bouchement de trémie de même degré coupe feu que le plancher, comportant des réservations circulaires ou rectangulaires à l'intérieur desquelles les entreprises des corps d'état mettront en place leurs canalisations et conduits et leurs fourreaux.</p> <p>L'entreprise de Charpente métallique réalise les renforcements, chevretes des trémies dans ses ouvrages.</p>
0.16.3.2	<p><b>* Fourreaux et calfeutremments CF :</b></p> <p>Les entreprises des Corps d'état secondaires ont à leur charge les fourreaux ou bandes isolantes autour des canalisations et conduits, ainsi que les calfeutremments à l'intérieur des réservations circulaires ou rectangulaires afin d'assurer le même degré coupe feu que le plancher.</p>
0.16.4	<b>TROUS ET RESERVATIONS</b>
0.16.4.1	<b>Réservations, trous, scellements :</b>
0.16.4.1.1	<p><b>* Obligation de chacun :</b></p> <p>Tous les trous, scellements, calfeutremments, raccords et feuillures sont dus et exécutés pour une parfaite réalisation des ouvrages prévus. Les entrepreneurs ont à leur charge les réservations dans leurs ouvrages concernant les autres prestations. Ils leur appartiennent de se soucier en temps utile des plans de réservations des autres corps d'état dits "techniques".</p> <p>Seront prévus les trous, trémies, fourreaux nécessaires aux autres entrepreneurs ainsi que les scellements et calfeutremments, recueillis des autres Entrepreneurs. Les trous, trémies, sont rebouchés par un matériau reconstituant le degré de résistance au feu du support. Les percements à réaliser dans l'existant sont à la charge des lots techniques concernés. Compris rebouchages et calfeutremments par du matériau résistance au feu suffisante.</p>
0.16.4.2	<b>Dans porteurs et non-porteurs :</b>
0.16.4.2.1	<p><b>* Réservations dans porteurs :</b></p> <p>Afin d'éviter les percements dans les éléments préfabriqués, les bétons armés terminés, bardage métallique isolé, les entrepreneurs des lots intéressés seront dans l'obligation de confirmer ou d'indiquer de la maîtrise d'œuvre, dans les délais impartis par le calendrier d'exécution, les réservations à pratiquer dans les ouvrages. L'entrepreneur n'ayant pas répondu à ces instructions subira les frais des ouvrages complémentaires aux réservations exécutés alors par le lot Gros-œuvre. En cas de détérioration des ouvrages, les réfections seront effectuées par l'entrepreneur correspondant, aux frais de l'entreprise en faute. Un mémoire spécial sera remis à la maîtrise d'œuvre. La réservation des trous sera à la charge du lot Gros-œuvre. Les taquets, pièces de fixation et fourreaux, sauf prescriptions contraires, seront fournis par les entreprises intéressées et mis en place par l'entrepreneur Gros-œuvre. Les entreprises vérifieront sur place avant coulage du béton l'implantation des trous et trémies. Les entrepreneurs concernés resteront solidairement responsable avec le lot Gros-œuvre en cas de mauvaise implantation.</p> <p>NOTA : Les reprises et bouchements de trémies ou réservations intéressés par le calcul de structure ou la stabilité au feu seront réalisés par le titulaire du lot Gros œuvre. Tous les autres bouchements, scellements et calfeutremments seront exécutés par les entreprises des lots concernés, avec faculté de sous traiter ces travaux au lot Gros-œuvre.</p>
0.16.4.2.2	<p><b>* Réservations dans non porteurs :</b></p> <p>Suivant la norme NF P 03-001, chaque entrepreneur exécutera trous, scellements et bouchements propres à leurs ouvrages. Ils doivent être livrés en matériaux de même nature (ou compatibles) que le subjectile. Les raccords éventuellement nécessaires ainsi que le bouchement de trous non utilisés seront exécutés par les entreprises adjudicataires des lots concernés, aux frais de l'entrepreneur fautif.</p>
0.16.5	<b>TROUS NON RESERVES</b>
0.16.5.1	<b>Trous et percements après coup :</b>
0.16.5.1.1	<p><b>* Trous et réservations oublié :</b></p> <p>Les trous non réservés dans le béton, béton armé, faute de spécifications formulées en temps utile, sont exécutés par le lot Gros-œuvre, mais à la charge des entreprises défailtantes. Tous percements après coup jugés dangereux pour l'ouvrage pourront être refusés par la maîtrise d'œuvre. L'entreprise défailtante prendra toutes dispositions nécessaires et supportera toutes conséquences de refus à l'aboutissement d'une solution acceptée par la maîtrise d'œuvre.</p>

Code	Désignation
0.16.6	<b>FIXATIONS, TROUS, SCELLEMENTS ET CALFEUTREMENTS</b>
0.16.6.1	<p><b>Principe :</b></p> <p>Sous réserve des prestations incluses au lot Gros-Oeuvre, sont à la charge des autres Corps d'Etat :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les fixations de toutes natures</li> <li>- Tous les trous n'ayant pu être réservés</li> <li>- Les petits percements</li> <li>- L'ouverture des saignées pour les encastresments Les scellements</li> <li>- Les rebouchements de trous et saignées</li> <li>- Les calfeutresments et raccords divers.</li> </ul>
0.16.6.1.1	<p><b>* Prescriptions :</b></p> <p>Les scellements, calfeutresments et raccords sont réalisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Au ciment à prise normale dans le béton et la maçonnerie (le ciment à prise rapide sera exclu, sauf cas particulier).</li> <li>- Au plâtre dans les ouvrages en plâtre ou plaques de plâtre.</li> </ul> <p>L'exécution des scellements sera particulièrement soignée, y compris nus réservés ou parements impeccables, pour parachèvement des travaux de finition, par le corps d'état concerné.</p>
0.16.6.1.2	<p><b>* Bouchement des saignées et raccords dans les ouvrages en plâtre :</b></p> <p>Les bouchements de saignées et raccords sur les ouvrages en plâtre ou en plaques de plâtre seront arasés en retrait par les entreprises des Corps d'Etat concernés et l'entreprise de Gros-Oeuvre ou de Plâtrerie finira ces raccords par un lissage superficiel au plâtre ou plâtre et colle.</p>
0.16.7	<b>FOURREAUX</b>
0.16.7.1	<p><b>Fourreaux, Fourrures, etc. :</b></p> <p>Dans la mesure où les schémas d'implantation lui ont été remis en temps opportun par les entrepreneurs du second œuvre, les lots Gros-œuvre, charpente métallique, bardage, couverture ont, à leur charge, l'incorporation dans les bétons et maçonneries, plateau de bardage ou de couverture de tous les éléments tels que fourreaux, taquets, tasseaux, fourrures, etc., pouvant être exécutés lors de ses ouvrages. Cette pose sera effectuée sous le contrôle des entreprises de second œuvre. Tous ces éléments sont fournis aux lots Gros-œuvre, charpente métallique, bardage, couverture par le second œuvre auquel ils sont nécessaires, sauf dérogations.</p>
0.16.7.1.1	<p><b>* Mise en place des fourreaux :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les fourreaux continus sont noyés dans le béton (pieuvres et tubes électriques notamment) : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Fourniture par l'entreprise du Corps d'Etat concerné ;</li> <li>b) Pose par cette même entreprise qui intervient au moment du Gros-Oeuvre.</li> </ul> </li> <li>- Les fourreaux ponctuels sont noyés dans le béton : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Fourniture par l'entreprise du Corps d'Etat concerné ;</li> <li>b) Pose par l'entreprise de Gros-Oeuvre.</li> </ul> </li> <li>- Les fourreaux ponctuels sont incorporés en façade : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Fourniture par l'entreprise du Corps d'Etat concerné ;</li> <li>b) Pose par l'entreprise de bardage</li> </ul> </li> <li>- Les fourreaux ponctuels sont incorporés en couverture : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Fourniture par l'entreprise du Corps d'Etat concerné ;</li> <li>b) Pose par l'entreprise de couverture</li> </ul> </li> <li>- Les fourreaux ponctuels sont posés après coup dans les murs et planchers : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Réserve du passage par l'entreprise de Gros-Oeuvre ;</li> <li>b) Ou percement après coup par le Corps d'Etat concerné dans la maçonnerie ou bardage en façade ou étanchéité en couverture ;</li> <li>c) Pose et scellement du fourreau par le Corps d'Etat concerné.</li> </ul> </li> <li>- Les fourreaux sont posés dans les trémies de gaines.</li> </ul>
0.16.8	<b>SCELLEMENTS ET RACCORDS DIVERS</b>
0.16.8.1	<b>Scellement et calfeutrement d'huisseries :</b>
0.16.8.1.1	<p><b>* Scellements et calfeutresments des huisseries et bâtis intérieurs :</b></p> <p>L'entreprise de Gros-Oeuvre ou Charpente métallique prépare les ouvertures ou adaptations de baies dans les murs et réserve les baies dans les voiles en béton armé ou maçonnés ou charpente. Elle exécute les scellements et calfeutresments des huisseries et bâtis dans tous les cas : gros murs, cloisons maçonnerie, cloisons plâtre, plaques de plâtre, etc. Les scellements et calfeutresments sont réalisés au ciment dans le béton et la maçonnerie et au plâtre dans les ouvrages en plâtre ou plaques de plâtre ou sur chevres dans la structure métallique. Les détails de mise en place des huisseries des blocs portes, en métal ou en bois, des trappes, des volets de désenfumage, etc. sont précisés sur les plans d'exécution des Corps d'Etat concernés pour les différents cas, ils sont soumis à l'avis du bureau de contrôle et sont réalisés en conformité avec le PV de classement coupe feu ou pare flamme de l'ouvrage.</p>

Code	Désignation
0.16.8.2	<b>Raccords de revêtements :</b>
0.16.8.2.1	<p><b>* Raccords de revêtements :</b></p> <p>Les entreprises des Corps d'Etat concernés qui réalisent les revêtements tiendront compte de la présence des points de fixations, de traversées de canalisations ou d'encastresments de petit appareillage posés avant la mise en œuvre de leurs revêtements. Les raccords des revêtements de finition sols, murs, plafonds (marbre, carrelage, faïence, staff, moquette, tentures, peinture, faux plafonds, plinthes, etc.) seront exécutés par ces entreprises et à leurs frais, dans la mesure où ces raccords résultent du processus normal d'exécution.</p> <p>Toutefois, Si ces travaux de finition n'entrent pas dans le processus (dégâts importants, intervention tardive, etc.), la maîtrise d'œuvre prendra la décision d'imputer à l'entreprise en cause les frais occasionnés par ces travaux.</p>
0.17	<p><b><u>ACCESSIBILITE</u></b></p> <p>Obligation de respecter le Code de la Construction, relatif à l'accessibilité des personnes à mobilité réduite.</p> <p>Texte à prendre en compte :                      - Code du Travail.</p>
0.18	<b><u>ETUDES PREPARATOIRES</u></b>
0.18.1	<p><b>ETUDES PREPARATOIRES</b></p> <p>Par le seul fait de soumissionner, tout entrepreneur reconnaît qu'il a une parfaite connaissance du projet. Il doit donc connaître, non seulement les pièces contractuelles de son propre corps d'état, mais également tous les documents ayant une incidence sur son propre lot.</p> <p>Les CCTP, s'ils ne lui ont pas été remis intégralement, peuvent toujours être consultés au bureau du Maître d'œuvre.</p> <p>En outre, tout entrepreneur doit se rendre sur place pour prendre connaissance de l'état du terrain, des moyens d'accès, de l'état des existants, etc ...</p> <p>Après cet examen, il doit obligatoirement signaler au Maître d'œuvre tout élément susceptible d'avoir une influence sur l'établissement du projet définitif.</p> <p>De même, il doit proposer au Maître d'œuvre, en temps utile, toutes modifications aux dispositions du projet du bâtiment qui seraient de nature à améliorer la qualité des travaux de sa profession ou de l'ensemble du bâtiment, sans augmentation du prix forfaitaire.</p>
0.18.2	<p><b>ETUDES PREPARATOIRES - MISES AU POINT DES PLANS</b></p> <p>Aussitôt après la signature des marchés et durant la période de préparation, l'entrepreneur doit établir et soumettre au Maître d'œuvre et au Bureau de Contrôle, toutes les pièces spéciales à sa profession, nécessaires à la bonne marche des travaux et les communiquer, après approbation, lorsque cela est utile, aux autres entreprises.</p> <p>Si plusieurs entrepreneurs sont appelés à concourir à même ouvrage, chacun d'eux est tenu de suivre l'ensemble des travaux et de s'entendre avec les autres sur ce qu'ils ont de commun pour l'établissement des plans à soumettre au Maître d'œuvre et au Bureau de Contrôle pour approbation.</p> <p>Ces documents, qui ne peuvent en aucune façon modifier le projet, sont soumis au Maître d'œuvre dans les délais fixés au CCTP avant mise en exécution , pour lui permettre de les contrôler et de les rectifier s'il y a lieu avant de les approuver.</p> <p>Après approbation par le Maître d'œuvre, l'entrepreneur doit tous les exemplaires suffisants de ces documents pour transmission aux différentes entreprises intéressés par ceux-ci sous sa propre responsabilité.</p> <p>L'entrepreneur de Gros Œuvre doit fournir, à tous les corps d'état intéressés, des contre-calques pour reports sur ceux-ci des réservations, trous, taquets, percements, etc...</p>
0.19	<p><b><u>DEFINITION DU TERME équivalent</u></b></p> <p>Dans le cas où le marché se réfère à des normes françaises non issues de normes européennes, des matériaux ou produits dont les caractéristiques sont établies par référence à des normes en vigueur dans d'autres Etats parties à l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce peuvent être admis si ces caractéristiques sont reconnues comme équivalentes à celles spécifiées.</p> <p>Toute demande formulée par le titulaire et demandant de faire reconnaître une telle équivalence doit être présentée au maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs, au moins trente jours avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.</p> <p>Les documents justificatifs doivent être rédigés en français ou être accompagnés de leur traduction en français s'il s'agit de documents originaux établis dans une autre langue.</p> <p>Seront considérés comme équivalents les matériaux qui à la fois :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-seront de même technologie que les produits cités</li> <li>-auront des performances qui seront en tous points au moins égales à celles des produits cités</li> <li>-seront constitués de matériau de même nature et de qualité au moins égales à celles des produits cités</li> <li>-auront des caractéristiques techniques (températures limites d'utilisation, pression de service maximale, réaction au feu, etc...) qui seront toutes égales ou supérieures à celles des produits cités (et ceci même si les caractéristiques limites d'utilisation des produits cités dans le présent CCTP ne pourront jamais être atteintes compte tenu des conditions réelles de fonctionnement des matériels)</li> <li>-pourront être équipés ultérieurement des mêmes options que celle des produits cités (même si ces options ne sont pas retenues au titre du présent CCTP)</li> <li>-seront garantis pendant une durée au moins égale à celle des produits cités (pour les matériels bénéficiant d'une garantie supérieure à la garantie légale)</li> </ul>



Code	Désignation
0.20	<p><b><u>GESTION DU COMPTE PRORATA - sans objet</u></b></p> <p>A la charge du maître d'ouvrage.</p> <p>Installation de chantier pris en charge par l'entreprise de GO dans les locaux adaptés mis à disposition par le maître d'ouvrage dans la zone sous sol.</p> <p>Consommations pris en charge par le maître d'ouvrage.</p>
0.21	<p><b><u>DOCUMENTS A FOURNIR POUR CHAQUE LOTS</u></b></p>
0.21.1	<p><b><u>PIECES A FOURNIR PAR LES SOUMISSIONNAIRES</u></b></p> <p>Les soumissionnaires remettront avec leur proposition :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Une présentation de l'Entreprise avec ses références,</li> <li>- Une liste de marques des matériels préconisés par l'entreprise,</li> <li>- La liste exacte des travaux non compris, ne faisant pas partie de sa spécialité,</li> <li>- Un devis quantitatif estimatif détaillé, l'entreprise utilisera les DPGF fournis par la Maitrise d'Œuvre.</li> </ul> <p><b>Et CONFER Réglement de consultation.</b></p> <p>Le soumissionnaire ne devra en aucun cas faire usage de la formule "tout matériel et travaux non explicitement précités ou définis" de plus le soumissionnaire devra présenter son offre conformément au cadre de bordereau joint au dossier.</p>
0.21.2	<p><b><u>PIECES A FOURNIR PAR L'ENTREPRENEUR</u></b></p> <p>Avant le commencement des travaux, l'entrepreneur remettra en 1 exemplaire à l'approbation du Maître de l'Ouvrage les documents suivants, conformément au planning d'exécution :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les notes de calculs,</li> <li>- Les plannings d'études, commandes, approvisionnements,</li> <li>- Les plans détaillés de l'installation.</li> <li>- PEO, PV</li> <li>- Notice d'utilisation et d'entretien,</li> <li>- Attestations de garantie.</li> </ul>
0.21.3	<p><b><u>DOCUMENTS A FOURNIR APRES EXECUTION</u></b></p> <p>L'Entrepreneur devra fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 série de tous les plans, schémas et notes de calculs des installations conformes aux installations exécutées,</li> <li>- 1 clé USB des documents ci-dessus,</li> <li>- 1 série de fiches techniques avec indications des provenances,</li> <li>- 1 exemplaire du guide d'exploitation,</li> <li>- 1 exemplaire du bordereau récapitulatif des documents constituant le dossier ci-dessus défini.</li> </ul>
0.22	<p><b><u>LIVRAISON DES OUVRAGES</u></b></p>
0.22.1	<p><b><u>PROTECTION DES OUVRAGES PAR CHAQUE ENTREPRISE</u></b></p> <p>Chaque entrepreneur est tenu de protéger ses ouvrages. Tous les frais entraînés par la suite de dégradations ou détournements seront supportés intégralement par l'entrepreneur défaillant. Tous les éléments utilisés pour la construction, installation ou équipement quelconque (sauf fers à béton, métaux non ferreux ou métallisés) seront livrés sur chantier, revêtus, après nettoyage et brossage, sur toutes leurs parties (également celles destinées à être scellées, cachées ou inaccessibles après la pose), au minimum d'une couche de peinture ou de produit approprié qui constituera une protection efficace et durable contre l'humidité et l'oxydation.</p> <p>La peinture ou le produit employé devra être compatible avec la peinture éventuelle définitive et être préalablement soumis à l'agrément de la maîtrise d'œuvre. En cas d'absence d'agrément, de protection insuffisante, de détérioration à l'exécution de la peinture définitive, ou de non conformité, la maîtrise d'œuvre pourra sans supplément de prix, imposer l'exécution d'une couche supplémentaire ou une reprise complète. Les matériaux de protection utilisés seront retirés et évacués par les soins de l'entrepreneur, selon les besoins et au plus tard en fin de chantier.</p>
0.22.2	<p><b><u>RECEPTION DES SUPPORTS PAR CHAQUE ENTREPRISE</u></b></p> <p>Les DTU précisent les tolérances, planimétries, états des surfaces, arases, etc, des différents ouvrages. Lorsque ces ouvrages constituent le support d'une prestation d'une autre entreprise.</p> <p>L'Entrepreneur est tenu de réceptionner avant tout commencement de ses travaux, les supports sur lesquels il intervient. Si la qualité du support n'est pas conforme aux stipulations des documents contractuels, il lui appartient de le signaler, par écrit à la maîtrise d'œuvre, qui décide des mesures à prendre. Les travaux supplémentaires qui résulteraient de la mauvaise exécution des supports seront déduits du compte de l'entreprise défaillante. Par le fait de soumissionner, les entreprises s'engagent à s'en remettre à l'arbitrage de la maîtrise d'œuvre. L'exécution des travaux sans réserve écrite implique, ipso facto, l'acceptation des supports et aucune réclamation ne pourra être formulée à ce titre par la suite.</p>

Code	Désignation
0.22.3	<p><b>ENTRETIEN DES OUVRAGES</b></p> <p>En fin de chantier, l'entrepreneur procédera à la révision complète de ses ouvrages et exécutera tous les travaux nécessaires afin que ceux-ci soient livrés en parfait état de fonctionnement, de finition et de propreté. L'entrepreneur donnera à ses ouvrages les jeux nécessaires pour en assurer le bon fonctionnement, jusqu'à réception et chaque fois que cela s'imposera. Durant la période de garantie contractuelle, l'entrepreneur devra procéder à l'entretien de ses ouvrages, donner les jeux nécessaires et assurer le remplacement de tout ou partie d'ouvrage jugé défectueux.</p> <p>Tous les frais de raccords, de réfection de remise en peinture et de nettoyage suite à la révision, l'entretien, la remise en état ou le remplacement de tout ou partie d'ouvrage sera également à la charge de l'entrepreneur, y compris durant la période de garantie contractuelle.</p>
0.22.4	<p><b>PRINCIPE DE RECEPTION DES TRAVAUX</b></p> <p>Du fait du contrat, l'entrepreneur est tenu de livrer l'objet de son travail. La réception sera unique (tranche / tranche). Un procès verbal sera dressé et deviendra acte contradictoire par lequel le maître d'ouvrage donnera quitus à l'entrepreneur de l'exécution de ses ouvrages</p>
0.23	<p><b><u>SOUS TRAITANCE</u></b></p> <p>Il ne sera pas accepté de sous-traitance pour l'ensemble des lots du présent CCTP, au cours de l'exécution des ouvrages.</p> <p>Dans le cas où une entreprise voulant sous traiter tout ou partie de sa prestation, elle est dans l'obligation de faire la demande écrite au Maître d'Ouvrage et Maître d'œuvre pour acceptation.</p> <p>Toute entreprise n'ayant pas satisfait à cette obligation, ne pourra faire appel à la sous-traitance.</p>
0.24	<p><b><u>FRAIS DIVERS</u></b></p> <p>Les Plans d'Exécution des Ouvrages sont à la charge de chaque entreprise, à présenter au Maître d'Ouvrage, Maître d'Oeuvre et Bureau de Contrôle pour approbation, avant tout démarrage de travaux.</p>

Code	Désignation
0.25	<div><div><b>ANNEXE : VISITE OBLIGATOIRE</b></div><div>Prise de RDV : Monsieur Mathieu PINCHON (pinchon-m1@ch-valenciennes.fr) ou Mickaël MARTINEZ (martinez-m@ch-valenciennes.fr)</div><div>ATTESTATION DE VISITE</div><div>Je soussigné : .....</div><div>Représentant l'entreprise : ..... ..... .....</div><div>Atteste sur l'honneur avoir procédé à la visite des lieux concernant le marché de travaux de rénovation cuisine collective du site : 1 rue de FLANDRES à <b>VALENCIENNES, objet de la présente consultation</b> <b>Pour le lot N°.....</b></div><div>Et reconnais :<ul style="list-style-type: none"><li>- Avoir visité l'ensemble des lieux, alentours et accès.</li><li>- Avoir posé l'ensemble des questions nécessaires à la bonne compréhension du dossier et des documents s'y rapportant.</li><li>- Avoir bien évalué les difficultés liées à l'opération ainsi que les spécificités s'y rapportant, et qu'à ce titre, établi la proposition concernant l'offre en parfaite connaissance de cause.</li></ul></div><div>Visite faite en date du .....</div><div>Pour l'entreprise : Le représentant du pouvoir adjudicateur <div>M. ou Mme .....</div><div>(Signature et cachet)</div></div></div>